

La situation du système bancaire et financier français en 2003

Le Rapport annuel de la Commission bancaire pour l'année 2003 présente la situation du système bancaire et financier français au travers de l'étude de l'activité et des résultats des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ¹.

Le système bancaire et financier français a continué de prouver sa capacité de résistance, dans un environnement économique et financier marqué par la confirmation de la reprise de l'économie américaine contrastant avec la faible croissance observée dans la zone euro.

Corinne DAUCHY
*Secrétariat général de la Commission bancaire
Direction de la Surveillance générale du système bancaire
Service des Études bancaires*

¹ Le rapport annuel 2003 comprend, en outre, trois études thématiques :
– le risque opérationnel, pratiques et perspectives réglementaires ;
– la fonction de conformité au sein des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ;
– le crédit à la consommation.

1. L'évolution de la structure du système bancaire et financier français

1.1. La diminution du nombre d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement s'est poursuivie

L'adaptation des structures du système bancaire français s'est poursuivie en 2003, avec un nombre d'établissements de crédit en baisse de 53 unités, passant ainsi de 1 012 à 959 unités (établissements monégasques compris). Cette réduction a concerné principalement les sociétés financières, mais également, dans une moindre mesure, les autres catégories juridiques (banques et banques mutualistes).

Pour leur part, sur la même période, les entreprises d'investissement ont vu leur nombre diminuer de 7 pour atteindre 593 unités, dont 143 assujetties au contrôle de la Commission bancaire.

Le nombre de guichets bancaires permanents s'est accru (369 unités) pour atteindre 25 906 à la fin de décembre 2003. Cette progression est principalement le fait du secteur mutualiste (+ 204 guichets).

1.2. La concentration a progressé

L'opération de prise de contrôle du Crédit Lyonnais par le Crédit agricole pour un montant de 17 milliards d'euros a dominé le paysage des restructurations en 2003. Cette opération s'est traduite par une augmentation de la concentration du système bancaire français, évaluée en termes de groupes économiques d'appartenance².

Sur le total de situation, la part des cinq premiers groupes bancaires est ainsi passée de 63,2 % en 2002 à 69 % en 2003 (+ 6 points). Dans les relations avec la clientèle, la concentration a évolué également à la hausse (+ 4,2 points pour les crédits, et + 7,3 points pour les dépôts) pour atteindre, respectivement, 71,1 % et 81,7 % du total.

2. L'activité des établissements de crédit a augmenté, dans un environnement économique contrasté

Bénéficiant d'un contexte mondial de reprise économique tirée notamment par les États-Unis et les pays asiatiques, les établissements de crédit français ont accru leur activité et consolidé leur structure financière.

² Les groupes économiques d'appartenance sont composés d'établissements de crédit ayant des liens en capital et qui sont contrôlés par une même entité.

2.1. L'activité consolidée des grands groupes bancaires français

L'évolution de l'activité consolidée est retracée ici à partir des données extraites des bilans de sept groupes bancaires français³. L'évolution de l'activité dépend, d'une part, des performances respectives de chaque groupe et, d'autre part, des changements de périmètres de consolidation d'une année sur l'autre. À cet égard, des comptes *pro forma* publiables ont été utilisés pour le Crédit agricole afin de faciliter les comparaisons entre 2002 et 2003, à la suite de l'acquisition du Crédit Lyonnais en juin 2003.

L'activité consolidée des principaux groupes bancaires, mesurée par le total de bilan, a globalement augmenté (6,5 % par rapport à 2002). Cette évolution s'explique à l'actif principalement par la forte progression des portefeuilles-titres (16,2 %) dont la valorisation a été soutenue par la reprise des marchés financiers et par le maintien d'une croissance des crédits à la clientèle supérieure à celle du produit intérieur brut (PIB). Au passif, elle provient essentiellement des autres opérations sur titres et instruments conditionnels vendus, des fonds propres et des dettes représentées par un titre.

La structure financière consolidée des sept grands groupes bancaires s'est renforcée en 2003, l'accroissement des fonds propres comptables atteignant 6,8 %, à 110,7 milliards d'euros.

³ L'analyse est élaborée à partir de l'échantillon suivant : Banque fédérale des Banques populaires, BNP-Paribas, groupe Crédit agricole (*pro forma*), Crédit commercial de France (CCF), Caisse nationale des Caisses d'épargne, Crédit mutuel Centre-Est Europe, et Société générale. À la fin de 2003, le total de bilan consolidé de ces sept groupes représentait 68,9 % de la situation sur base sociale de l'ensemble des établissements de crédit.

Évolution du bilan consolidé des sept grands groupes bancaires français

(en milliards d'euros, variations en %)

	Décembre 2002	Décembre 2003	Variation 2003/2002
Actif			
Emplois interbancaires (y compris titres reçus en pension livrée)	547,7	578,1	5,5
Crédits à la clientèle	876,0	891,2	1,7
Crédit-bail, LOA et location simple	63,1	65,0	2,9
Portefeuilles-titres	614,6	714,1	16,2
Titres de participation	45,1	40,4	- 10,6
Autres	408,9	431,9	5,6
Passif			
Ressources interbancaires (y compris titres donnés en pension livrée)	638,0	648,7	1,7
Dépôts à la clientèle	801,2	836,2	4,4
Dettes représentées par un titre <i>dont titres de créances négociables</i>	386,2 277,8	409,6 295,4	6,1 6,3
Autres	626,6	715,5	14,2
Fonds propres	103,6	110,7	6,8
Total de bilan	2 555,6	2 720,1	6,5
Hors-bilan			
Engagements en faveur de la clientèle <i>dont : Opérations de financement</i>	367,5	407,8	11,0
<i>Opérations de garantie</i>	196,0	177,3	- 9,6
Opérations sur instruments financiers à terme <i>dont : Intérêt</i>	24 204,5 21 587,2	30 659,3 27 904,5	26,7 29,3
<i>Change</i>	773,5	995,0	28,6
<i>Autres</i>	1 843,7	1 759,8	- 4,6

2.2. L'activité globale sur base sociale a également progressé en 2003, avec des évolutions différenciées dans ses composantes

En dépit de la faiblesse de la conjoncture nationale (progression du PIB de 0,5 % en 2003, contre 1,2 % en 2002), la croissance de l'activité des établissements de crédit, déterminée sur base sociale, a repris en 2003, après une stagnation en 2002. Le total de la situation d'ensemble, toutes implantations confondues, s'est affiché à 3 950,8 milliards d'euros au 31 décembre 2003 (+ 4,2 %).

(en milliards d'euros, variations en %)

	Décembre 2002	Décembre 2003	Variation 2003/2002
Total des actifs	3 793	3 950	4,2
Prêts à la clientèle	1 291	1 321	2,4
Portefeuilles-titres	637	708	11,1
Total actifs agences à l'étranger	694	723	4,2
Dépôts de la clientèle <i>dont : Comptes ordinaires créditeurs</i>	1 052 292	1 091 311	3,7 6,6
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	496	534	7,6
Engagements sur instruments financiers à terme	29 401	35 966	22,3

2.2.1. Exprimée en euros, l'activité internationale est restée stable

L'activité internationale des établissements de crédit français, évaluée sur base sociale et, par conséquent, filiales à l'étranger exclues, est restée stable en 2003, dans un contexte d'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Si la part des opérations effectuées en devises en métropole s'est inscrite en recul, à 12,9 % de l'actif et 14,1 % du passif (respectivement 13,4 % et 15,1 % à la fin de 2002), le poids des agences installées à l'étranger s'est stabilisé après un recul en 2002.

2.2.2. Les opérations avec la clientèle ont affiché une légère reprise en 2003

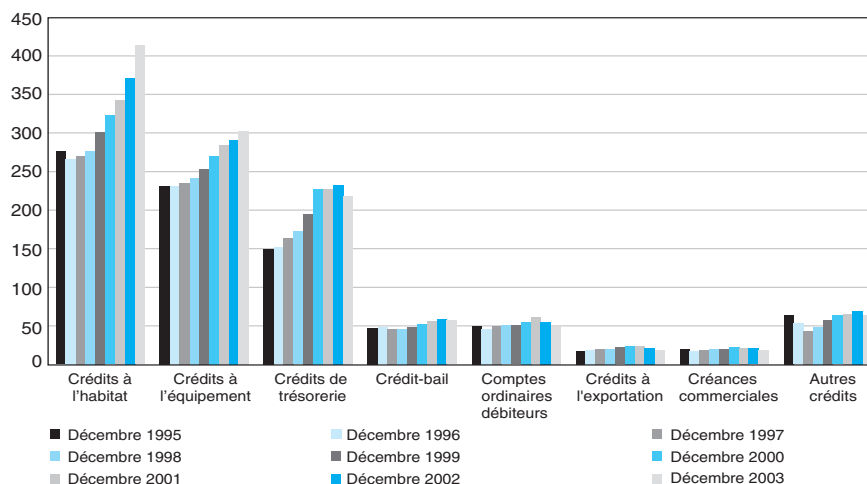
L'exercice 2003 aura été caractérisé par une légère croissance des opérations avec la clientèle, contrastant avec le ralentissement constaté en 2002.

À l'actif, les encours de crédits à la clientèle se sont élevés à 1 321 milliards d'euros, soit un rythme de progression de + 2,4 %, en hausse sensible par rapport à 2002 (+ 0,6%).

Cette année encore, ce sont les crédits à l'habitat qui ont enregistré la hausse la plus forte (11,3 %, après + 8,3 % en 2002). En deuxième position s'inscrivent les crédits à l'équipement (4,1 %, après + 2,4 % en 2002), les autres crédits (trésorerie, exportation, crédit-bail, comptes ordinaires débiteurs) enregistrant toujours des reculs. Ces évolutions sont cohérentes avec la part croissante des concours accordés aux particuliers, avec près de 41 % des concours à la clientèle non financière résidente, contre 38,5 % en 2002.

Évolution des concours à l'économie par types de crédits Activité métropolitaine – Ensemble des établissements de crédit

(en milliards d'euros)

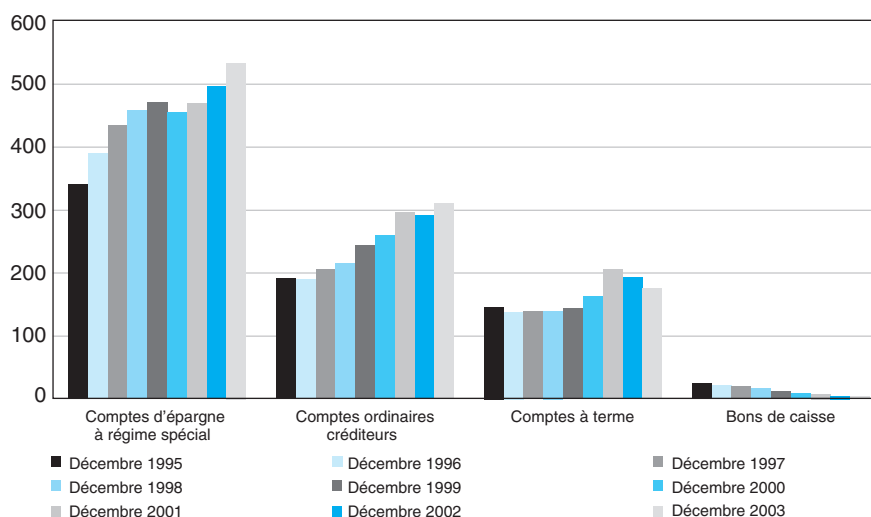


Les ressources émanant de la clientèle ont plus fortement augmenté que les emplois (3,7 %), pour un encours de 1 090,7 milliards d'euros⁴. Cette situation s'explique notamment, par une forte progression des comptes d'épargne à régime spécial (7,6 %), confirmant la tendance observée depuis 2001 en dépit de la baisse des taux des produits administrés intervenue au 1^{er} août 2003. Dans un contexte de taux d'intérêt peu élevés et malgré la reprise des marchés boursiers à partir du deuxième trimestre, les agents économiques ont préféré orienter leur épargne vers des placements liquides (comptes ordinaires créditeurs, livrets ordinaires) ou à rendement garanti (plans d'épargne-logement).

Ressources émanant de la clientèle

Ensemble de l'activité – Ensemble des établissements de crédit

(en milliards d'euros)



2.2.3. Les opérations interbancaires se sont légèrement accrues

Les opérations interbancaires au sens large (y compris titres du marché interbancaire et pensions livrées sur titres) ont affiché une hausse de 2,0 % pour les emplois et de 1,6 % pour les ressources. La position nette interbancaire emprunteuse a diminué, pour s'établir à 138,7 milliards d'euros.

2.2.4. Les opérations sur titres se sont inscrites en forte hausse

Pour l'ensemble de l'activité, le total cumulé des quatre portefeuilles de titres (transaction, placement, investissement et activité de portefeuille) s'est élevé au 31 décembre 2003 à 708 milliards d'euros, soit une progression globale de plus de 11 % par rapport à décembre 2002. Les variations enregistrées pour chacune des catégories ne sont pas homogènes et tiennent en partie au mode de comptabilisation⁵.

⁴ Sur le territoire métropolitain, la hausse a été un peu plus marquée (4,8 %), à 958,3 milliards d'euros.

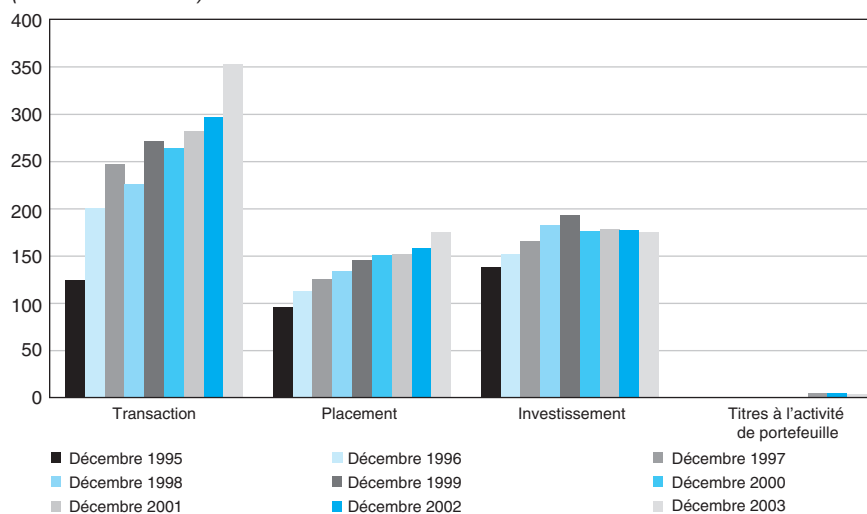
⁵ En effet, le mode de valorisation diffère selon la catégorie de portefeuille : les titres de transaction sont valorisés au cours de marché, les titres de placement sont, au contraire, valorisés au coût historique d'acquisition et font l'objet de provisions en cas de moins-value latente. Les titres d'investissement ne sont provisionnés qu'en cas de risque de signature.

La part des titres de transaction s'est renforcée (49,8 % du total, contre 46,6 % en 2002), celle des titres de placement s'est stabilisée à 24,8 % du total, alors que les deux autres catégories s'inscrivent en recul (24,8 % pour les titres d'investissement contre 27,9 % en 2002 et 0,6 % pour les titres de l'activité du portefeuille, contre 0,7 % en 2002). Globalement, pour l'ensemble du portefeuille-titres, les obligations, dont le poids reste prépondérant, ont vu leur encours progresser de 3,1 %.

Évolution du portefeuille-titres

Ensemble de l'activité – Ensemble des établissements de crédit

(en milliards d'euros)



Au passif et sur l'ensemble de l'activité, l'encours des dettes représentées par un titre a augmenté en 2003 (6,9 %), pour s'établir à 640,7 milliards d'euros. Il est constitué dans les mêmes proportions que l'année dernière de titres de créances négociables (63,6 %) et d'obligations (33,2 %).

L'encours total des opérations sur instruments financiers à terme, sur l'ensemble de l'activité, a enregistré une hausse sensible (22,3 %), plus forte qu'en 2002 (15,2 %), mais comparable à celle de 2001 (19,8 %). Au 31 décembre 2003, cet encours notionnel s'élevait à 35 967 milliards d'euros, ce qui représente plus de neuf fois le total de la situation de l'ensemble des établissements de crédit, toutes activités confondues.

2.2.5. La structure financière et les fonds propres ont été renforcés

L'assise financière des établissements de crédit, analysée sur une base globale, s'est consolidée en 2003.

Les fonds propres comptables peuvent être estimés à partir des éléments de la situation globale des établissements (capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, report à nouveau). Ils constituent ainsi un agrégat proche de la notion de fonds propres de base prudentiels, au sens du règlement n° 90-02 du Comité de la réglementation bancaire. Ils ont progressé de 7,7 %, pour atteindre 213,4 milliards

d'euros au 31 décembre 2003, soit un rythme plus rapide que celui de l'ensemble de l'activité. De fait, le rapport des fonds propres au total de la situation s'est accru, de 5,2 % à fin 2002 à 5,4 % à fin 2003.

2.2.6. Dans une conjoncture économique difficile en Europe, le risque de crédit a connu des évolutions contrastées

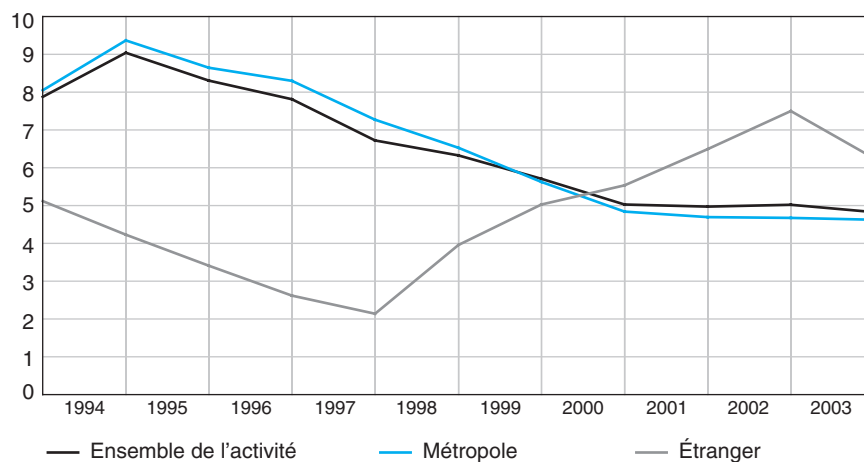
Dans le contexte économique et financier européen encore incertain, le risque global des établissements de crédit a légèrement diminué en 2003.

L'encours brut des créances douteuses sur la clientèle pour l'ensemble de l'activité a enregistré une diminution de 3,3 %, contre une hausse de 2,2 % en 2002. La proportion des créances douteuses dans l'encours total brut des crédits à la clientèle est restée globalement stable autour de 5 %, notamment sur la France métropolitaine, mais a diminué nettement sur l'étranger, en liaison avec la reprise constatée aux États-Unis et en Asie.

Créances douteuses brutes rapportées aux crédits bruts

Ensemble de l'activité – Ensemble des établissements de crédit

(en pourcentage)



Le montant des encours de provisions spécifiques (figurant en déduction de l'actif) a diminué (- 4,5 %), s'établissant à 36,4 milliards d'euros. En conséquence, le taux de couverture des créances douteuses sur la clientèle par des provisions a légèrement diminué, à 59,6 % (60,4 % en décembre 2002). En tenant compte des provisions de passif, le taux de couverture s'élève à 100,3 % (102,1 % en 2002).

Le risque sur les crédits aux professionnels de l'immobilier

En 2003, le marché de l'immobilier d'entreprise et celui du logement ont continué de suivre des évolutions divergentes. Dans le premier cas, les investissements sont demeurés importants (9,5 milliards d'euros), générant un accroissement de l'offre supérieur à celui de la demande. Les taux de vacance sur le marché des bureaux ont toutefois progressé moins fortement qu'au cours de l'année précédente.

Les marchés du logement ont conservé leur dynamisme en dépit de la faiblesse de la croissance, soutenus par des phénomènes sociologiques et par des conditions de financement attractives offertes aux particuliers, ainsi que par l'entrée en vigueur de mesures d'incitation fiscale à l'investissement locatif.

Le risque sur les crédits aux petites et moyennes entreprises (PME)

Le ralentissement de la croissance économique pour la troisième année consécutive s'est traduit par une forte hausse des défaillances en 2003, particulièrement prononcée dans trois secteurs (hôtellerie-restauration, BTP et transport routier de marchandises) et par la mise en place de mesures d'ajustement par les PME, favorisant l'autofinancement au détriment des crédits bancaires classiques et du crédit-bail. En conséquence, l'encours de crédit aux PME a été stable d'une année sur l'autre.

Le risque sur les crédits aux collectivités locales

Après cinq années d'érosion régulière, la reprise des concours accordés aux collectivités territoriales françaises s'est poursuivie de façon significative en 2003 (+ 4,4 %).

En dépit d'un environnement hautement concurrentiel et de la faiblesse des marges nettes, les établissements affiliés à un organe central ont poursuivi leur incursion sur le marché (39,2 % des parts de marché en 2003, contre 37,4 % en 2002), au détriment des banques généralistes (8,7 %) et des établissements spécialisés (52,1 %), en prévision de la hausse attendue des besoins de financement d'origine privée dans ce secteur.

Le risque sur les crédits à la consommation

Les utilisations de crédit renouvelable ont continué d'augmenter ainsi que l'encours des prêts personnels, alors que le financement d'achat de véhicules s'est contracté, dans un contexte de baisse du marché de l'automobile.

La rentabilité des établissements spécialisés dans le financement des particuliers hors immobilier se maintient, en dépit d'une augmentation du coût du risque.

Les grands groupes spécialisés ont poursuivi leur développement à l'international, en accentuant leur présence dans l'Union européenne ainsi qu'en Amérique latine.

Par ailleurs, les opérations de titrisation de créances sur la clientèle, auxquelles les établissements ont eu recours de façon croissante depuis plusieurs années, ont enregistré un très net ralentissement en 2003.

Les risques sur les économies émergentes

L'année 2003 a été caractérisée par une amélioration des économies émergentes, soutenues par la reprise économique américaine et par des conditions plus favorables d'accès aux marchés financiers.

En conséquence, les investisseurs ont fortement réduit leur estimation du coût du risque pour l'ensemble des pays émergents et les différentiels de taux se sont inscrits en baisse. Les répercussions de cette amélioration sur les comptes des établissements de crédit français transparaissent, avec un léger décalage, dans les données disponibles au second semestre 2003 qui font état d'une augmentation marquée des engagements français, en particulier dans la zone Maghreb — Moyen-Orient, dans un mouvement général d'attraction vers des titres émergents à fort rendement. La vigilance est également nécessaire dans ce domaine.

3. Les résultats des établissements de crédit français s'améliorent en 2003

3.1. Les résultats sur base consolidée des principaux groupes bancaires français

L'examen des comptes consolidés de l'échantillon retenu ⁶ fait ressortir un produit net bancaire de 68,9 milliards d'euros, soit une progression de 7,1 %, après la croissance de 0,5 % enregistrée en 2002. L'évolution des résultats consolidés est cependant, pour partie, influencée par les changements de périmètre de consolidation d'un exercice à l'autre, même si l'impact de la prise de contrôle du Crédit Lyonnais par le Crédit agricole est déjà prise en compte en 2002 par le recours à des comptes *pro forma* pour le Crédit agricole.

Évolution des résultats consolidés de sept grands groupes bancaires français (en milliards d'euros, variations en %)

	2002	2003	Variation (a)
Produit net bancaire	64,4	68,9	7,1
Frais généraux et dotations aux amortissements	44,5	45,6	2,5
Résultat brut d'exploitation	19,9	23,3	17,4
Dotations nettes aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	5,4	5,7	4,7
Résultat d'exploitation	14,5	17,7	22,1
Résultat courant avant impôt	15,6	20,0	28,8
Résultat net	9,5	12,1	27,0
Résultat net part du groupe	8,6	10,9	27,3

(a) Variation calculée avant arrondis

L'amélioration de la conjoncture mondiale et le redressement des marchés boursiers ont ainsi favorisé les activités de banque d'investissement, alors que l'activité de banque de détail se maintenait en métropole.

Le produit net des opérations sur titres a atteint près de 19 milliards d'euros, contre une charge nette estimée à environ 7 milliards en 2002, sous l'effet combiné de gains nets sur titres de transactions et de reprises nettes de provisions sur titres de

⁶ L'analyse est élaborée à partir de l'échantillon suivant : Banque fédérale des Banques populaires, BNP-Paribas, groupe Crédit agricole (*pro forma*), Crédit commercial de France (CCF), Caisse nationale des Caisses d'épargne, Crédit mutuel Centre-Est Europe et Société générale.

placement et de l'activité de portefeuille. En revanche, les opérations de hors-bilan ont dégagé une charge nette de près de 6 milliards d'euros. Les opérations avec la clientèle ont dégagé un produit net en repli, dans un contexte de baisse des taux d'intérêt, alors que les volumes octroyés sont restés portés par le crédit à l'habitat. Les opérations de services financiers ont généré un produit net de 6 milliards d'euros, en progression de 1,2 %, toujours soutenues par les commissions perçues sur les moyens de paiement (+ 7,7 %).

Pour l'ensemble de l'échantillon, les coûts de structure ont affiché une hausse de 2,5 %, permettant d'améliorer le résultat brut d'exploitation et le coefficient net d'exploitation, ramené cette année à 66,1 % (- 3 points). Le niveau reste un peu élevé à l'aune européenne et internationale. La charge du risque a atteint 5,7 milliards d'euros, en hausse modérée de 4,7 %, ce qui représente 8,2 % du produit net bancaire (8,4 % en 2002) et 24,2 % du résultat brut d'exploitation (27,1 % en 2002), principalement sous l'effet de mouvements de substitution sur les dotations générales des États-Unis vers l'Europe.

Les gains nets sur actifs immobilisés ont atteint plus de 1,4 milliard d'euros, contre 415 millions en 2002. Le résultat courant avant impôt et le résultat net ont ainsi affiché des progressions sensibles, de plus de 27 %.

La rentabilité des fonds propres s'est inscrite aux alentours de 11 % (10 % en 2002), avec un ratio proche de 15 % pour les groupes les plus performants.

3.2. Les résultats sur base sociale

L'analyse des principaux soldes de comptes de résultat a été menée, sur une base sociale, à partir d'un échantillon comprenant 818 établissements, lesquels représentaient 98,6 % du produit net bancaire total réalisé en 2002 par l'ensemble des établissements de crédit.

Les résultats provisoires 2003 des établissements de crédit français

Ensemble de l'activité

	<i>(en milliards d'euros, variations en %)</i>	
	Résultats	Variation
Produit net bancaire	80,7	4,9
Frais généraux et dotations aux amortissements	51,8	2,9
Résultat brut d'exploitation	28,9	8,7
Coût du risque	5,2	18,2
Résultat d'exploitation	23,7	6,8
Résultat courant avant impôt	23,6	0,4
Résultat net	17,4	- 6,4

3.2.1. Le produit net bancaire

Le produit net bancaire a poursuivi sa progression en 2003, aussi bien en France métropolitaine (4,5 %) que sur l'ensemble d'une activité comprenant uniquement les succursales hors métropole (+ 4,9 %), témoignant ainsi de la vigueur de la croissance économique internationale en dépit de l'impact négatif de l'évolution des taux de change.

S'agissant des opérations avec la clientèle, le produit net a diminué de 5 %, malgré une certaine dynamique des banques de détail. Les charges ont en effet sensiblement augmenté sur les comptes d'épargne à régime spécial, alors que les produits ont principalement été générés par les crédits à l'habitat.

La baisse des taux d'intérêt a bénéficié aux opérations de refinancement sur les marchés. Les opérations sur titres prises dans leur ensemble ont dégagé un produit net de 6,6 milliards d'euros environ, contre une charge nette de 8,6 milliards en 2002. Symétriquement, les opérations de hors bilan ont enregistré une dégradation significative (charge nette de 1,7 milliard d'euros, contre un produit net de 9,4 milliards en 2002).

3.2.2. Le résultat brut d'exploitation

Les frais de fonctionnement ont augmenté moins rapidement que le produit net bancaire, respectivement, de 3,5 % en métropole et 2,9 % sur l'ensemble de l'activité, entraînant une progression du résultat brut d'exploitation, respectivement, de 6,4 % sur base métropolitaine et 8,7 % sur l'ensemble de l'activité.

Le coefficient net d'exploitation s'est par conséquent amélioré, atteignant 64,9 % en métropole (65,5 % en 2002) et 64,2 % sur l'ensemble de l'activité (65,3 % en 2002).

3.2.3. Le résultat courant avant impôt et le résultat net

S'agissant du coût du risque, celui-ci s'est inscrit en hausse (18,2 % pour l'ensemble de l'activité), confirmant une tendance initiée en 2001, du fait essentiellement de dotations relatives aux risques européens sur de grandes entreprises. Il faut noter que cette augmentation est, en partie, liée à un effet de base négatif en 2002 (fortes reprises générées par la restructuration de grands établissements à l'étranger).

Le résultat d'exploitation a finalement progressé sur l'ensemble de l'activité, à 23,7 milliards d'euros (6,8 %) mais s'est inscrit en recul sur base métropolitaine, à 20,7 milliards (- 1,2 %).

Malgré la reprise des marchés financiers, les gains nets sur actifs immobilisés ont baissé et ont à peine atteint l'équilibre. Au final, le résultat courant avant impôt s'est élevé à 23,6 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité, soit une légère hausse de 0,4 %.

Compte tenu de mouvements opposés entre les dotations au fonds pour risques bancaires généraux (en baisse sensible) et les charges exceptionnelles (en hausse), le résultat net a été estimé à 17,4 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité (en recul de 6,4 %).

3.2.4. L'évolution des marges bancaires

La marge bancaire globale s'est tassée de 4 points, en dépit de la hausse de 144 points de base du rendement du portefeuille-titres, le rendement moyen des crédits avec la clientèle ayant baissé plus fortement que le coût moyen des ressources.

Coût moyen des ressources et rendement moyen des emplois (guichets métropolitains)

Ensemble des établissements de crédit

	(en %)		
	2001	2002	2003 (a)
Opérations avec la clientèle			
Coût moyen des ressources (y compris TCN)	3,40	2,89	2,54
Rendement moyen des crédits	6,81	6,14	5,72
Opérations sur titres			
Dettes représentées par un titre (hors TCN)	5,80	5,49	5,00
Dettes subordonnées	6,14	5,38	5,24
Rendement du portefeuille-titres	4,81	4,36	5,80
Opérations de trésorerie			
Coût moyen des emprunts	6,26	4,87	3,61
Rendement moyen des prêts	6,09	5,01	3,73
Marge bancaire globale	1,65	1,63	1,59

(a) Données provisoires sur un échantillon d'établissements

4. L'activité et les résultats des entreprises d'investissement en 2003

La population sous revue inclut les entreprises d'investissement autres que les sociétés de gestion, ces dernières n'étant pas contrôlées par la Commission bancaire.

Dans un contexte marqué par la reprise des marchés financiers, le total de bilan de l'ensemble des entreprises d'investissement a augmenté de 39 %, passant de 156 à 217 milliards d'euros, principalement sous l'effet d'une hausse de l'activité pour compte propre.

L'activité reste fortement concentrée, puisque 85 % de la somme des totaux de bilan de l'ensemble de la population concernent cinq établissements.

Le produit net bancaire a augmenté de 9,6 %, essentiellement sous l'effet de produits nets sur instruments financiers réalisés dans le cadre d'une activité pour compte propre (+ 15 %) alors que les activités menées pour le compte de tiers ont vu leur produit net diminuer de 4,1 %. Le résultat brut d'exploitation a fortement progressé (141,4 %) sous l'effet de frais généraux maîtrisés (- 6,8 %) et d'une hausse des charges refacturées.

Au final, le résultat net a atteint 560 millions d'euros.